



REPUBLIQUE DU NIGER
FRATERNITE – TRAVAIL - PROGRES
MINISTRE DU PLAN, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DU
DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
Etablissement Public à Caractère Administratif
Direction des Statistiques et des Etudes Economiques

NOTE DE PRESENTATION DE LA METHODOLOGIE DE CONSTRUCTION DE LA MATRICE DE COMPTABILITE SOCIALE (MCS 2012)

Présentée par M. Tassiou ALMADJIR, responsable des Comptes Nationaux à l'Institut National de la Statistique (INS) du Niger,
Juin 2015

Ces dernières années, les analyses des politiques macro-économiques des pays en développement, mesurées par les modèles d'équilibre général calculable (MEGC), sont de plus en plus orientées vers l'utilisation de la matrice de comptabilité sociale (MCS) qui forme aujourd'hui la source principale des données de ces modèles.

En effet, la MCS, en plus d'offrir une présentation claire des comptes nationaux, grâce à la souplesse de sa structure, peut être adaptée aux caractéristiques de toute économie et reproduire de façon optimale les transactions entre les acteurs économiques. A cet égard, elle apparaît comme un instrument de cohérence macroéconomique qui présente la structure d'une économie en termes de paiements et de revenus à un moment donné, et un cadre d'analyse permettant d'examiner l'impact des mesures de politiques économiques.

Au Niger, depuis 2011, le Gouvernement a mis en place un programme de développement agricole dénommé Plan d'action de l'Initiative 3N « les Nigériens Nourrissent les Nigériens » dont le but est d'assurer la sécurité alimentaire. Ce programme n'a pas encore fait l'objet d'évaluation rigoureuse en termes d'impacts. L'élaboration de cette MCS devait fournir des éléments nécessaires à l'alimentation d'un modèle d'équilibre général calculable (MEGC) en vue de mesurer l'impact des politiques économiques mises en œuvre, notamment dans les sous-secteurs de l'agriculture et de l'élevage.

1. Construction de la MCS 2012 du Niger

L'élaboration de cette MCS s'est inscrite dans une démarche participative avec la contribution de tous les services techniques intéressés par la question sous la supervision du Chef de la Division des Comptes Nationaux de la Direction des Statistiques et des Etudes Economiques de l'Institut National de la Statistique. Outre les cadres de la Division des comptes nationaux, il a été enregistré la participation de la Banque centrale (BCEAO), de la Direction des réformes financières (DRF), de la Cellule d'Analyse et de Prospective en Développement (CAPED), de la

Faculté des Sciences Economiques et juridiques (FSEJ) de l'Université de Niamey, de la Direction en charge de la Prévision macroéconomique du MP/AT/DC, de la Direction de l'Agriculture, de la Direction de l'élevage, de la Direction Suivi-évaluation de l'Initiative 3N, de la Direction des enquêtes et recensement (DER), de la Division de la conjoncture, de la Division des entreprises, du service du commerce extérieur de la DSEE et de deux (02) Directions régionales de la Statistique de l'INS.

Cette démarche s'est effectuée en trois (03) étapes : (i) le choix de l'année de référence ; (ii) la structure de la matrice ; et (iii) le niveau de désagrégation des comptes à retenir.

L'approche utilisée a consisté à élaborer une matrice agrégée et à la désagréger ensuite.

Le choix de l'année 2012 a été motivé par le fait qu'elle est la dernière année récente pour laquelle on dispose des données statistiques relativement fournies (Enquête sur l'emploi et le secteur informel, Recensement Général de la Population et de l'habitat, exploitation de la ressource pétrolière, bonne année agricole....)

Les principales données utilisées sont issues du Tableau des Ressources et des Emplois (TRE 2012), du Tableau des Comptes Economiques Intégrés (TCEI 2012), du commerce extérieur et de la balance des paiements, de l'enquête sur les dépenses de consommation des ménages (ECVMA 2011), du budget général et du Tableau des opérations financières de l'Etat (TOFE).

Tableaux des Ressources et des Emplois (TRE)

Le TRE fournit les flux comptables par branche d'activité et par produit. En d'autres termes, le TRE est une présentation synthétique des comptes de production et d'exploitation des branches, et des équilibres ressources et emplois des biens et services disponibles dans l'économie. Il se présente sous forme de deux matrices : la matrice des ressources et celle des emplois.

Les biens et services disponibles dans l'économie (matrice des ressources) sont produits au niveau national ou importés de l'extérieur. La production est généralement valorisée aux prix de base, les importations aux prix CAF, et les emplois aux prix d'acquisition. Par conséquent, l'équilibre des ressources et des emplois passe par la prise en compte des charges suivantes : taxes et subventions sur les produits, droits et taxes à l'importation, marges de commercialisation.

La matrice des emplois retrace l'usage fait de l'offre totale d'un produit consignée dans la matrice des ressources. Cette dernière est utilisée pour la consommation intermédiaire des branches, les exportations, les consommations finales des ménages et des administrations publiques, la formation brute du capital fixe et les variations de stocks.

Tableau des Comptes Economiques Intégrés (TCEI)

Le TCEI présente une synthèse des opérations comptables des unités institutionnelles. Il reprend partiellement les opérations comptables du TRE selon la logique institutionnelle, et retrace les flux comptables entre les unités institutionnelles résidentes, d'une part, et entre ces dernières et le reste du monde, d'autre part.

Le TCEI se présente sous forme de tableau qui retrace en colonne les unités institutionnelles et en ligne les flux comptables. En général, il présente six comptes. Le compte de production et des échanges extérieurs de biens et de services reprend, sous forme agrégée, les informations sur les activités productives du TRE par secteur institutionnel, et met en relief le Produit Intérieur Brut (PIB) courant et le solde courant des échanges extérieurs de biens et services. Le compte d'exploitation présente la répartition de la production des secteurs institutionnels entre les rémunérations des salariés, les impôts et taxes, les subventions d'exploitation, l'excédent brut d'exploitation et le revenu mixte.

La formation des revenus primaires ou revenus de facteurs est consignée dans le compte d'affectation des revenus primaires. Il reprend le solde du compte d'exploitation ou excédent brut d'exploitation et revenu mixte, auquel s'ajoutent les revenus et dépenses relatifs à la location des facteurs productifs (salaires, dividendes, intérêts et loyers) et les prélèvements obligatoires (impôts et taxes). Il présente également un solde du compte d'affectation des revenus primaires. Le compte de distribution secondaire du revenu reprend ce solde et retrace les transferts de revenus entre unités institutionnelles. Le compte d'utilisation du revenu présente l'affectation du solde des revenus primaires et secondaires aux dépenses de consommation finale et au compte d'épargne. Les opérations d'investissement, à savoir la formation brute de capital fixe et les variations de stocks, des secteurs institutionnels sont répertoriées dans le compte de capital qui, ultimement, présente leurs besoins de financement. Enfin, en reprenant les disponibilités (épargne) et les besoins de financement des unités institutionnelles, le compte financier présente le mode de financement de leurs investissements.

Globalement, **le TRE et le TCEI** reprennent les flux comptables d'une économie à une période donnée sous différents aspects. Le TRE offre un aperçu des opérations comptables selon la logique des branches et des produits, en mettant l'accent sur les interrelations sectorielles. Le TCEI agrège les informations comptables de l'économie selon les secteurs institutionnels et apporte une analyse plus pointue sur la distribution interinstitutionnelle des revenus. Ces différentes visions de l'économie apportent ensemble davantage d'informations à l'analyste, d'où l'intérêt de les compiler en une source unique : la MCS.

Tableau 1 : Structure agrégée d'une matrice de comptabilité sociale

		DEPENSES							
RECEPTEURS		Activités	Biens et Service	Facteurs	Ménage	Gouvernement	RDM	EPA/INVEST	TOTAL
	Activités de production		Production Marchande						Recettes activités
	Biens et services	Achats Interméd.			Consommation Privée	Consommation publique	Exportations	Dépenses d'investisse.	Demande de biens et services
	Facteurs de production	Valeur Ajoutée					Revenus		Revenu des facteurs
	Ménage			Revenus versés aux ménages		Transferts publics	Transferts Du RDM		Revenus Ménages
	Gouvernement	Impôts sur production	Impôts et taxes indirects		Impôts directs				Revenu du Gouvernement
	RDM		Importations	Revenus					Paiements extérieurs
	Epargne Invest				Épargne Privée	Épargne publique	Épargne Étrangère		Epargne globale
	TOTAL	Coût total de production	Offre de biens Et services	Revenus des facteurs	Dépenses des Ménages	Dépenses publiques	Recettes étrangères	Investissement global	

2. Les comptes de la Macro MCS

Sous forme d'une matrice carrée, la MCS est fondée sur le principe d'équilibre entre les emplois (en colonnes) et les ressources (en lignes) au niveau de chaque compte au sein de la MCS.

La macro-MCS du Niger pour l'année 2012, comprend sept (07) grands comptes :

- le compte des branches décomposé en quatre (04) sous branches ;
- le compte des produits décomposé en quatre (04) sous groupes de produits ;
- le compte de facteurs de production décomposé en facteur travail et facteur capital ;
- le compte ménages et entreprises individuelles ;
- le compte Gouvernement et taxes ;
- le compte d'accumulation décomposé en investissements privés et publics ;
- le compte du Reste du Monde décomposé en zone CEDEAO et hors CEDEAO.

Les caractéristiques de ces comptes se présentent comme suit :

2.1 Compte des branches (1^{ère} ligne, 1^{ère} colonne)

La première colonne décrit les dépenses des comptes des branches dont le total correspond au coût total de la production. Autrement dit, ce compte traduit le comportement des producteurs dans l'économie nigérienne. Ils effectuent des paiements au compte des produits pour leurs consommations intermédiaires, au compte des facteurs sous forme de valeurs ajoutées et au compte des subventions constituant les impôts sur la production. Quant à la première ligne, elle décrit les revenus des comptes des branches dont le total correspond à la production domestique.

2.2 Compte des produits (2^{ème} ligne, 2^{ème} colonne):

La deuxième ligne correspond aux revenus du compte des produits qui se compose de la demande intermédiaire (payée par le compte des branches), de la demande finale des ménages (payée par le compte ménages et entreprises individuelles), de la demande de l'Etat (payée par le compte Gouvernement), de la demande extérieure sous forme d'exportations (payée par le compte du RDM) et de la demande d'investissement provenant du compte Epargne – Investissement.

La deuxième colonne correspond aux dépenses du compte produits qui se compose des paiements à destination du compte des branches, de la valeur des importations (payée au compte RDM), des paiements au compte du Gouvernement (taxes sur les importations, taxes sur les exportations et autres taxes indirectes) et des paiements au compte des produits.

2.3 Compte des facteurs de production (3^{ème} ligne, 3^{ème} colonne)

La troisième ligne constitue la valeur ajoutée versée aux branches sous forme de salaires, profits et rentes. Alors que la troisième colonne correspond au paiement versé aux ménages et entreprises individuelles et au reste du monde. Le total de cette colonne correspond aux revenus de facteurs, aux ménages et entreprises individuelles.

2.4 Compte des Ménages et entreprises individuelles (4^{ème} ligne, 4^{ème} colonne)

Les ménages reçoivent leur revenu (en lignes) sous forme des rémunérations versées par le compte de facteurs de production, de l'Etat et du Reste du Monde comme des transferts. Ces revenus sont ventilés (en colonne) à l'achat des biens et des services (consommations finales), aux impôts directs sur le revenu (payés au compte du Gouvernement), à l'épargne (payée au compte Epargne – Investissement), ainsi qu'au reste du monde.

2.5 Compte du Gouvernement et taxes (5^{ème} ligne, 5^{ème} colonne)

Les ressources de l'Etat (ligne 5) sont constituées de recettes fiscales (taxes directes, taxes nettes sur la production, taxes sur les importations, taxes sur les exportations, les autres taxes indirectes) ainsi que des transferts provenant du reste du monde). L'Etat ventile ses emplois

(colonne 5) sous la forme d'achats de biens finis, de subventions payées aux comptes produits, de transferts aux ménages et entreprises individuelles, au Reste du Monde et de l'épargne publique (correspondant au solde courant de l'Etat) versée au compte Epargne – Investissement.

2.6 Compte d'Accumulation (6^{ème} ligne, 6^{ème} colonne):

Les ressources du compte d'accumulation renferment (ligne 6) l'épargne des ménages et des entreprises individuelles, de l'Etat et du Reste du Monde. La colonne 6 présente les emplois de ce compte qui sont constitués de la demande d'investissement (FBCF et des variations de stocks) adressée au compte produits.

2.7 Compte du Reste du Monde (7^{ème} ligne, 7^{ème} colonne)

L'économie nigérienne est une économie ouverte. Autrement dit, elle effectue des transactions avec l'extérieur (l'UE, l'UEMOA, la CEDEAO et les autres régions du Reste du Monde). Ces flux correspondent à des flux de produits sous forme d'importations et d'exportations, de transferts et de flux d'épargne. Ainsi, les ressources du compte RDM, au niveau de la ligne 7, se composent d'importations payées par le compte des produits, le compte des facteurs et de l'Etat. Alors qu'au niveau de la colonne 7, les emplois du compte RDM sont constitués de paiements liés aux exportations effectuées par le compte des produits, par les transferts versés aux ménages et entreprises individuelles, par l'Etat et par l'épargne extérieure versée au compte d'Epargne – Investissement.

Notons que pour la réalisation de cette MCS, notamment pour son équilibrage, il a été fait recours aux méthodes manuelles. Celles-ci permettent une meilleure confrontation de la cohérence des chiffres officiels fournis par les services nationaux de l'INS, la Banque centrale et le Ministère en charge des Finances.

3. La désagrégation des comptes de la MCS Niger

Le choix de la désagrégation est effectué à partir, d'une part, de l'objectif de l'étude et, d'autre part, de la disponibilité des données statistiques. Ainsi, la désagrégation est focalisée principalement sur les comptes des activités, des produits ainsi que sur les comptes des ménages et du Reste du Monde. La MCS 2012 désagrégée comporte 130 comptes en ligne et 130 comptes en colonne dont : 45 comptes activités, 45 comptes produits, 04 comptes facteurs de production, 08 comptes ménage, 07 comptes Etat, 02 comptes d'épargne investissement et 19 comptes du RDM.

La construction de la MCS 2012 a conduit à faire d'abord un inventaire des différentes sources de données et à assurer une comparabilité entre les agrégats des comptes nationaux et des données d'enquêtes par un calage. Les comptes économiques ont été considérés comme étant la source la plus fiable. Toutes les valeurs de la MCS sont donc calibrées exactement sur les comptes économiques.

Pour réaliser l'équilibre, certaines cellules de la MCS, notamment celles relatives aux statistiques officielles du Gouvernement, de la balance des paiements et des comptes économiques, ont été privilégiées pour lesquelles la source est considérée comme relativement fiable, tandis que d'autres cases, en particulier relevant des ménages, ont servi de variables d'ajustement lors de l'équilibrage. Ainsi, l'équilibre est réalisé à partir des « matrices sectorielles » suivantes :

- Matrice facteurs de production – activités de production ;
- Matrice ménages – facteur de production ;
- Matrice produits – ménages ;
- Matrice activités de production – produits ;
- Matrice Etat – activités de production ;
- Matrice Etat – produits ;
- Matrice Etat – ménages ;
- Matrice épargne – ménages ;
- Matrice produits – reste du monde ;
- Matrice produits – épargne/investissement.

a) Ventilation du compte ménages

La ventilation du compte de ménages en huit (08) sous-comptes est faite en utilisant les vecteurs de revenus ou dépenses des ménages. Ces vecteurs sont construits à partir des revenus de facteurs (travail, terre, capital) et de l'enquête auprès des ménages. En théorie, le SCN 93 recommande *la décomposition basée sur les principales sources de revenu du ménage*, à savoir les employeurs, les travailleurs indépendants, les employés, les bénéficiaires des revenus de propriété et les récipiendaires des autres transferts (pensions et autres transferts). La classification du ménage est faite selon la catégorie socioéconomique du principal contributeur au revenu du ménage, en général, le "chef de famille" ou chef de ménage.

b) Ventilation du compte des activités de production

Les quarante cinq (45) sous - branches d'activités retenues ont été choisies selon leur poids dans l'économie nigérienne, l'objectif de l'étude et la disponibilité des données. En particulier, les activités agricoles, de l'élevage et de l'exploitation forestière ont été décomposées en des sous - branches assez significatives telles que les cultures de mil, de sorgho, de niébé, l'élevage des bovins, ovins, caprins, la production du bois de chauffe, la pêche.

c) Ventilation du compte des biens et services

La désagrégation des biens et services est étroitement liée à celle des activités; on pense au principe comptable selon lequel une branche réalise un produit et un seul. Ceci a l'avantage de faire ressortir les échanges inter - industriels; toutefois, dans la réalité, on conviendra que les branches ne sont jamais tout-à-fait homogènes.

d) Ventilation des produits du commerce extérieur dans le compte du reste du monde

Les échanges extérieurs sont classés suivant la nomenclature des produits d'AFRISTAT. Pour y parvenir, on a eu recours aux statistiques douanières surtout pour la structuration par pays ou groupe de pays et aux données portant sur la réconciliation des données de la balance des paiements 2012.

e) Ventilation du compte épargne investissement

Ce compte est désagrégé en sous-compte privé et public. Cependant, la formation brute de capital fixe et les variations de stocks sont regroupées en un sous-compte privé unique.

4. QUELQUES CAS PRATIQUES DE LECTURE DE LA MCS 2012

Le tableau suivant présente la matrice 2012 équilibrée en ressources et emplois. Il permet, à l'aide des chiffres contenus dans les cases, une lecture aisée de cette MCS macro.

Tableau 2 : Niger, Structure agrégée de la matrice de comptabilité sociale (millions de FCFA)

		DEPENSES								
RECETTES		Branches	Produits.	Facteurs	Ménage	Gouvernement	Accumulation	RDM	TOTAL	
	Branches		4 701 838							4 701 838
	Produits	1 690 133			2 229 890	431 328	1 189 756	774 877		6 315 984
	Facteurs	2 851 509								2 851 509
	Ménage			2 784 635		13 419		22 101		2 784 155
	Gouvment	160 196	218 971	102 874	152 577	531 744		164 824		1 331 186
	Accumu				356 859	326 412		496 485		1 189 756
	RDM		1 395 175		34 829	28 283				1 458 287
	TOTAL	4 701 838	6 315 984	2 851 509	2 784 155	1 331 186	1 189 756	1 458 287		

Compte des activités de production : ces activités sont la source des revenus au niveau de l'économie. En ligne, les secteurs productifs de l'économie ont réalisé une production totale de 3 701 838 millions de FCFA laquelle a été intégralement versée au compte de produits ; cette procédure diffère légèrement de la MCS 2004 où une partie de la production est versée au ménage sous forme d'autoconsommation. En colonne, les secteurs productifs ont acheté 1 690 133 millions d'intrants intermédiaires; en outre, ils ont distribué 2 851 509 millions sous forme de revenus de facteurs et payé 160 196 millions au titre d'impôts sur la production à l'Etat.

Compte de produits : il fait ressortir, en colonne, les ressources totales, c'est-à-dire l'offre globale en biens et services; une partie de ces produits (4 701 838 millions) provient du système

productif national alors que l'autre partie (1 395 175 millions) est importée du reste du monde; il convient d'ajouter à ces deux composantes les taxes de type TVA, les taxes à l'exportation et aux importations (218 971 millions) afin de ramener leur valeur au prix du marché. En ligne, ces ressources disponibles sont ensuite affectées à la consommation finale de l'Etat (431 328 millions) et des ménages (2 229 890 millions), à la consommation intermédiaire (1 690 133 millions) et à l'investissement (1 189 756 millions). A cela s'ajoutent les exportations pour un montant de 774 877 millions de FCFA.

Compte du reste du monde : ses recettes (en ligne) proviennent essentiellement des importations (1 395 175) et des revenus reçus de l'étranger (34 829 + 28 283), alors que ses dépenses (en colonne) concernent les achats de biens et services à l'étranger (774 876) et les transferts courants (22 101 + 164 824). Sur ce compte apparaît également l'épargne étrangère (496 824) qui est égale, au signe près, au solde du compte courant hors dons de la balance des paiements extérieurs.

Compte des facteurs de production : les recettes de ce compte sont essentiellement des revenus factoriels payés par les secteurs d'activités économiques (2 851 509 millions) et le reste du monde (données non précisées). Ces revenus sont entièrement distribués aux différentes catégories de ménages (2 851 509 millions) et au reste du monde (données non précisées).

De cette MCS, on obtient l'identité macroéconomique des ressources et des emplois assurant ainsi la cohérence globale de l'économie :

Valeur ajoutée (salaires + profits + rentes)	+	2 851 509	
Impôts indirects sur la production	+	160 196	
Impôts indirects sur les produits	+	218 971	
Importations de produits	+	1 395 175	
=			
RESSOURCES DES BIENS ET SERVICES		4 625 851	
=			
Consommation privée		2 229 890	
Consommation publique	+	431 328	
Investissement	+	1 189 756	
Exportations de produits	+	774	877

Tableau 3 : Matrice de comptabilité sociale agrégée du Niger - Année 2012

Paiements par		Branches				Produits de				Facteurs		Ménages	GVT et taxes	Accumulation		Reste du Monde		TOTAL
		Agriculture	Elevage	Extraction	Autres B.	agricoles	élevage	extraction	Autres P.	Travail	Capital			E/I pub	E/I priv	CEDEAO	H.CEDEAO	
Revenus reçus par :																		
Branches	Agriculture					964,680												964,680
	Elevage						390,872											390,872
	Activité extractives							649,942										649,942
	Autres branches								2,696,344									2,696,344
Produits	Produits agricoles	36,681	23,401	0	117,758							788,261			5,010	66,183	33,806	1,071,100
	Produits de l'élevage	28,720	0	0	58,561							162,730			52,144	84,117	7,074	393,346
	Produits de l'extraction	0	96	0	41,681							409			53,473	115,005	459,836	670,500
	Autres produits	33,157	31,315	296,401	1,022,362							1,278,490	431,328	349,991	729,138	1,150	7,706	4,181,038
Facteurs	Travail	30,593	8,783	60,324	454,857													554,557
	Capital	835,529	327,277	253,412	880,734													2,296,952
Ménages										554,557	2,194,078		13,419			3,982	18,119	2,784,155
Gouvernement et taxes		0	0	39,805	120,391	8,512	2,030	4,871	203,558		102,874	152,577	531,744			9,608	155,216	1,331,186
Accumulation	Epargne/Invest public											326,412				23,579		349,991
	Epargne/Invest privé										366,859					226,552	246,354	839,765
R D M	CEDEAO					18,120	324	347	492,383			19,002						530,176
	Hors CEDEAO					79,788	120	15,340	788,753			15,827	28,283					928,111
TOTAL		964,680	390,872	649,942	2,696,344	1,071,100	393,346	670,500	4,181,038	554,557	2,296,952	2,784,155	1,331,186	349,991	839,765	530,176	928,111	

ANNEXE : niveau de désagrégation des comptes de la MCS 2012

Compte de branche	Compte de produit
Culture du riz	Riz
Culture du mil	Mil
Culture sorgho	Sorgho
Culture du niébé	Niébé
Culture d'oignon	Oignon
Culture de tomate	Tomate
Culture de poivron	Poivron
Culture de pomme de terre	Pomme de terre
Culture d'arachide	Arachide
Autres cultures	Produits des autres cultures
Elevage de bovins	Bovins
Elevage de camelins	Camelins
Elevage d'ovins	Ovins
Elevage de caprins	Caprins
Elevage de volailles	Volailles
Production de lait	Lait
Production de fumier	Fumier
Autres activités de l'élevage	Autres produits de l'élevage
Exploitation du bois de chauffe	Bois de chauffe
Pêche	Poisson
Autres activités de pêche et forêt	Autres produits de la pêche et forêt
Extraction du pétrole	Pétrole brut
Extraction de l'uranium	Uranium
Extraction de l'or	Or
Extraction de pierres, sable et argile	Pierres, sable et argile
Extraction de sel et natron	Sel et natron
Autres activités de l'extraction	Autres produits de l'extraction
Fabrication de Produits alimentaires, boissons et tabacs	Produits alimentaires, boissons et tabacs
Fabrication de textiles et de cuir	Produits des textiles et du cuir
Fabrication de papier, imprimerie	Papier, imprimerie et édition
Cokéfaction et raffinage pétrolier	Produits pétroliers raffinés
Fabrication pdts pharma et chimiques	Produits pharmaceutiques et chimiques
Autres activités de fabrication	Autres produits de fabrication
Production et distribution Elect, gaz, eau	Electricité, gaz et eau
Construction	Travaux de construction
Commerce, réparation véhicules, motocycle	Ventes et réparation d'auto et de motocycle
Transports et entreposage	Services de transport et d'entreposage
Activités d'hébergement et de restauration	Services d'hébergement et restauration
Télécommunications	Services de communications
Activités financières et d'assurance	Services financiers et d'assurance
Activités immobilières et d'entreprise	Services immobiliers et d'entreprise
Activités d'administration publique	Services d'administration publique
Enseignement	Services d'éducation
Activités de santé humaine et d'action sociale	Services de santé
Activités d'autres services	Autres services

Compte de facteurs de production	Accumulation
Travail qualifié	Epargne – investissement public
Travail non qualifié	Epargne – investissement privé
Capital public	
Capital privé	Reste du Monde
	Bénin
Compte de ménages	Burkina Faso
Salariés du public	Côte d'Ivoire
Salariés du privé formel	Ghana
Salariés du privé informel non agricole	Mali
Agriculteurs	Nigeria
Eleveurs	Sénégal
Pêcheurs et exploitants forestiers	Togo
Indépendants et employeurs non agricoles	Reste CEDEAO
Inactifs	Autres pays d'Afrique
	France
Gouvernement et taxes	Allemagne
Gouvernement	Autres pays d'Europe
Impôts sur le revenu	Suisse
Impôts nets sur la production	Etats-Unis
Taxe sur la valeur ajoutée	Autres pays d'Amérique
Taxes sur les exportations	Chine
Taxes sur les importations	Autres pays d'Asie
Autres taxes nettes sur les produits	Autres

NB : Pour plus détails sur la matrice désagrégée, veuillez contacter la Direction Générale de l'INS.

Références bibliographiques

LEFEBVRE, Pierre, Francine MAYER et Christiane MORIN (1988), *Matrice de comptabilité sociale du Québec 1984 : un ensemble de micro-données cohérentes pour l'analyse d'équilibre général*, Bureau de la statistique du Québec.

Marie-Antoinette Maupertuis et Charles Vellutini, une matrice de comptabilité sociale pour la Corse, février 2008.

Ismaël FOFANA, Elaborer une matrice de comptabilité sociale pour l'analyse d'impacts des chocs et politiques macroéconomiques, Université Laval, Québec, Canada.

Decaluwé B., Martens A., et Savard L., 2001, La politique économique du développement et les modèles d'équilibre général calculable, ISBN 2-7606-1793-9, 544 pages.

Robinson S., El Said M. (2000), « GAMS code for estimating a social accounting matrix (SAM) using cross entropy (CE) methods “ Washington DC, august.

Mahamoudou AZIHARY et Nicolas PONTY, l'application de la modélisation d'équilibre general calculable à un pays en développement.

MUET P.A. : un modèle macroéconomique intégrant les comptes de la nation, le budget, l'endettement et la balance des paiements : le modèle « MEGA » de l'économie gabonaise, 1986.

DERVIS K.J. , de MELO J. et Robinson S. : les modèles d'équilibre général calculable et le commerce international. Economie appliquée. ISMEA, tome XXXII, 1979.